



INTRODUCTION

Encore récemment objet d'affrontements idéologiques entre intellectuels fascinés ou révoltés par les soubresauts de la politique chinoise dirigée par le grand timonier, Mao Zedong, la Chine fascine toujours autant aujourd'hui, mais pour d'autres motifs. Depuis les réformes économiques entamées en 1978, la Chine connaît une très rapide croissance économique, de l'ordre de 8 à 9 % par année, qui ne semble pas encore ralentir¹. À cela, rien de miraculeux : le gouvernement a su libéraliser les règles de l'économie chinoise, tout en contrôlant la sphère politique, parfois au prix d'une brutale répression, en misant sur les investissements étrangers et sur une main-d'œuvre éduquée et peu chère.

1. Il est vrai que les statistiques économiques chinoises paraissent tout à la fois imprécises et manipulées, un phénomène évoqué depuis plusieurs années et que précise Guillaume Giroir (2005) dans « Statistiques et territoire en Chine », *L'information géographique*, vol. 69, mars, p. 91-101.

La Chine est ainsi devenue une véritable usine mondiale pour nombre de produits manufacturés. Les lecteurs de DVD chinois se vendent aujourd'hui 30 \$, alors qu'en 1997 le prix de vente moyen était de 1 000 \$. En 2003, la Chine fabriquait 54 % des lecteurs de DVD, 27,8 % des téléphones cellulaires, 50 % des téléphones à fil, 75 % des montres et horloges, 25 % des machines à laver, 50 % des appareils photo, 20 % des réfrigérateurs, 30 % des téléviseurs vendus dans le monde². Si l'appétit de la Chine pour des matières premières pousse leur prix à la hausse, sa production manufacturière contribue à l'érosion des prix des produits de grande consommation. Aux États-Unis, de 1998 à 2004, les prix des produits pour lesquels la Chine est un joueur important ont tous baissé. Les ordinateurs personnels ont connu une baisse de 28 % ; les téléviseurs, de 12 %, et les jouets, d'environ 8 %³.

Cette hausse rapide de sa capacité de production se traduit tout autant par des stratégies industrielles changeantes, au fur et à mesure que le coût de sa main-d'œuvre se renchérit, que par un accroissement significatif de ses besoins en matières premières, énergie et minerais notamment. Les importations de pétrole ont augmenté de 30 % en 2003, propulsant le pays au 2^e rang des importateurs et des consommateurs, derrière les États-Unis. La Chine consommait également 55 % du ciment produit dans le monde, 30 % du charbon, 36 % de l'acier, 25 % du nickel, 14 % de l'aluminium. Les importations de nickel ont augmenté, la même année, de 100 % et celles de cuivre de 15 %⁴, confortant la Chine dans sa place de premier consommateur mondial de cuivre depuis 2002, avec 20 % de la demande mondiale⁵.

La Chine n'en est pas pour autant devenue une superpuissance, contrairement à ce qu'on peut lire parfois, ni sur le plan économique ni d'un point de vue militaire ; son PIB est sept fois moindre que celui des États-Unis, même si certains analystes pensent qu'il est sous-évalué⁶. Mais sa croissance rapide provoque une onde de choc majeure sur les marchés régionaux et mondiaux, réorganisant les circuits de production, la géographie économique du pays

2. Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Ottawa, cité par *Commerce*, novembre 2004, p. 33.

3. Richard Alm et W. Michael Cox, « A Better Way. Productivity and Reorganization in the American Economy », *2004 Annual Report*, Federal Reserve Bank of Dallas, <www.dallasfed.org/fed/annual/2003/ar03.pdf> et <www.dallasfed.org/news/research/2004/04it_cox.pdf>.

4. *The Economist*, 21 février 2004, p. 57 ; *Le Monde diplomatique*, août 2004.

5. *USA Today*, 9 mars 2005.

6. Le gouvernement chinois s'efforce d'orienter ses ressources fiscales vers les provinces de l'intérieur, au détriment des provinces côtières, plus riches. Toutes les provinces auraient donc intérêt à sous-estimer la valeur de leur économie, celles de l'intérieur afin de souligner l'urgence d'y investir, les provinces côtières pour ne pas paraître assez riches pour se passer de l'aide du gouvernement central. Ted Fishman (2005), *China Inc. How the Rise of the Next Superpower Challenges America and the World*, New York, Scribner, p. 9.

comme de l'Asie, les relations commerciales, et soulignant une concurrence, voire une compétition accrue, en particulier en Asie entre Japon et Chine, pour l'accès aux matières premières.

UNE CROISSANCE DURABLE ?

Cette croissance est-elle durable ? Tant que les investisseurs étrangers voient en la Chine une base de production rentable et un énorme futur marché, sans doute ; mais il n'est pas dit que cette croissance se fera sans soubresauts. L'approvisionnement en énergie est désormais un souci important pour un gouvernement qui a résolument tourné le dos à ses valeurs révolutionnaires et idéologiques, et dont la légitimité se fonde désormais uniquement sur l'ordre et la prospérité qu'il peut apporter à la population. Dans ces conditions, l'environnement pourrait paraître comme le dernier des soucis des dirigeants chinois. Il est vrai que la pollution a pris des proportions inquiétantes : l'eau, l'air, le sol sont largement contaminés par les effluents industriels, urbains et agricoles, et l'impact sur les populations comme sur les écosystèmes est notable. Selon la Banque mondiale, la pollution de l'air coûte déjà 25 milliards de dollars par année en dépenses de santé et en perte de travail⁷ ; la Banque évalue le coût global de la dégradation de l'environnement à 170 milliards par an⁸. Si la croissance se maintient longtemps à un rythme comparable à celui que la Chine connaît aujourd'hui – une hypothèse importante –, elle devrait devenir la première puissance économique mondiale vers 2041 ; dès 2030, sa consommation énergétique dépasserait celle du Japon et des États-Unis combinés. La Chine se verrait ainsi contrainte, d'ici à 2020, de doubler sa capacité nucléaire et de construire deux centrales nucléaires par an ou, encore, de brûler des quantités astronomiques de charbon⁹... Le ministre de l'Agence d'État de protection de l'environnement (SEPA, State Environment Protection Administration), Xie Zhenhua, a expliqué le 17 mai 2005 que la dégradation de l'environnement en Chine s'était accélérée au point de remettre en cause la croissance, car ses coûts pourraient atteindre « au moins 15 % du PIB¹⁰ ».

Le Earth Policy Institute (EPI) de Washington s'est livré à une simulation lourde de conséquences. Il s'est interrogé sur l'impact pour la planète si chaque Chinois se mettait à vivre et à consommer comme un Américain.

7. *BBC News*, 15 juin 2004.

8. *The Economist*, 21 août 2004.

9. *Le Monde diplomatique*, août 2004.

10. *China Daily*, 18 mai 2005.

En se basant sur la croissance chinoise (8 % prévus en 2005, après 9 % par an en moyenne depuis vingt ans), l'EPI estime que, sauf accident, la Chine pourrait rattraper le revenu par habitant des États-Unis en 2031. Résultat : si les Chinois ont le même taux d'équipement en voitures que les Américains, ils en posséderont 1,1 milliard en 2031 (alors qu'il y en a 795 millions dans le monde entier aujourd'hui) et il faudra construire une quantité astronomique de routes, de stationnements, etc. Si leur consommation d'énergie rejoint celle des Américains, il leur faudra l'équivalent de 99 millions de barils de pétrole par jour, alors que la production mondiale actuelle est de... 79 millions de barils par jour. Il en va de même pour le charbon, dont la Chine est déjà le premier consommateur. À ce rythme, la demande chinoise en 2031 serait, elle aussi, nettement supérieure à l'offre mondiale actuelle. En matière de réchauffement climatique, la Chine émettrait à elle seule autant de gaz à effet de serre que le reste du monde.

Dans chaque secteur, les chiffres de l'étude sont extravagants. La consommation de papier actuelle des Chinois n'est que de 27 kg par habitant, contre 210 kg pour les Américains. Un rattrapage chinois nécessiterait de doubler la production actuelle de pâte à papier dans le monde, avec les conséquences que l'on imagine pour les forêts. Si leur consommation de viande rejoint celle des États-Unis, les Chinois consommeront les quatre cinquièmes de la production actuelle¹¹... En 2004, la Chine est devenue importatrice nette de produits alimentaires pour la première fois de son histoire.

Pour autant, il n'est pas certain que le gouvernement négligera la dimension environnementale, en particulier parce que la richesse croissante du pays lui permettra d'investir pour réduire les impacts de la pollution, et aussi parce que l'opinion publique se montrera plus exigeante en ce domaine. Énergies renouvelables et économies d'énergie sont des termes entrés dans le discours officiel. La Chine prévoit devenir le premier producteur mondial de panneaux solaires et elle compte développer sa production électrique à partir de l'énergie solaire pour atteindre 1 000 MW en 2020, comparativement à 50 en 2005 ; mêmes prévisions dans l'éolien, qui ne représente en 2005 que 0,11 % de la production électrique chinoise avec 560 MW, mais devrait passer à 20 000 MW en 2020¹². En 2005, on observe également que :

- Le gouvernement chinois s'est engagé à produire au moins 10 % de son électricité à l'aide de sources d'énergie renouvelables.
- Des incitatifs fiscaux ont été promis pour encourager l'électricité éolienne.

11. *Libération*, 18 mars 2005.

12. *Libération*, 12 janvier 2005.

- Voici cinq ans, le nombre d'ONG chinoises actives dans le domaine environnemental était proche de zéro ; on en compte plus de 2 000 en 2005.
- La plupart des voitures américaines ne peuvent être vendues en Chine, car elles ne respectent pas les nouvelles normes antipollution très strictes.
- La Chine est devenue le premier utilisateur de lampes électriques compactes fluorescentes, qui consomment beaucoup moins d'électricité.
- En 2003, la Chine représentait 75 % du marché des installations de chauffage d'eau à l'énergie solaire¹³.

Le secteur financier demeure un maillon faible de l'économie chinoise. Très endettées, les banques ont déjà fait l'objet de coûteux plans de recapitalisation de la part du gouvernement. En 1998, le gouvernement a procédé au sauvetage financier des quatre principales banques d'État, au coût de 200 milliards de dollars. À la fin de 2003, il a de nouveau dépensé 45 milliards de dollars pour recapitaliser deux de ces banques¹⁴. Il faut dire que le secteur bancaire public doit appuyer un secteur économique d'État en progressif démantèlement, sur lequel les banques détiennent d'énormes créances douteuses. Devant un secteur industriel d'État endetté, lourd à gérer, et accusant des pertes très importantes, le gouvernement n'a pas osé tailler dans le vif, à cause des retombées sociales et politiques qu'aurait entraîné la mise à pied soudaine de dizaines de milliers de salariés. C'est donc progressivement que Beijing entend éliminer ces entreprises déficitaires ; le fardeau est lourd à porter, tout en posant, dans les régions où se concentrent les emplois du secteur industriel d'État, des difficultés de reconversion d'une main-d'œuvre désormais vulnérable au chômage.

Les transports sont un autre goulet d'étranglement majeur de l'économie chinoise, en particulier pour le transport des matières premières, mais aussi pour l'écoulement à faible coût des produits manufacturés vers les marchés extérieurs. Les échanges de la Chine augmentent très rapidement, et Shanghai serait devenu, en 2004, le premier port du monde, avec 380 Mt de trafic, devançant Rotterdam (354 Mt)¹⁵. En 2004, le conseil d'État a approuvé un plan d'extension du réseau ferré de 74 000 à 100 000 km avant 2020, y compris 3 000 km de voies à grande vitesse, pour un coût total estimé à 241 milliards de dollars¹⁶.

13. Worldwatch Institute, 25 mai 2005.

14. *Le Monde*, 8 mars 2004.

15. *China Economic Review*, vol. 15, n° 3, mars 2005, p. 36.

16. *Ibid*, p. 31.

De plus, les inégalités entre les villes et la campagne de même qu'entre les régions se font de plus en plus aiguës : les provinces côtières ont largement bénéficié des investissements étrangers et ont vu une hausse notable de leur richesse, mais celles de l'intérieur ont reçu une part fort réduite de la croissance. Les ruraux tardent à voir les bénéfices de la croissance. Si les revenus bruts à la campagne ont augmenté de 90 % entre 1995 et 2004, le fardeau fiscal a été multiplié par quatre ou cinq¹⁷, renforçant un sentiment d'injustice présent au départ. De 1998 à 2002, le revenu réel des urbains a augmenté de 13,4 %, mais celui des ruraux de seulement 4,8 %¹⁸. En 2002, dans le sud-est de la Chine, le produit provincial brut par habitant de Hongkong et de Macao était supérieur à 15 000 \$, mais celui des provinces du Sichuan, du Yunnan, du Guangxi et du Jiangxi se situait entre 500 \$ et 750 \$, celui du Guizhou stagnant même sous les 500 \$¹⁹... Pour remédier à ce qui pourrait bien devenir une source d'instabilité politique, le gouvernement souhaite encourager les entreprises, qui déjà estiment que la hausse des salaires dans les régions côtières a rogné leur marge de profit, à se délocaliser vers l'intérieur, mais celles-ci, dépendantes d'un approvisionnement en composants depuis les ports et du transport de leurs produits vers les marchés outre-mer, rechignent à s'implanter loin des régions aux infrastructures développées. Les réseaux ferroviaire et routier sont totalement engorgés ; à lui seul, le transport du charbon – dont la Chine fait ample consommation – mobilise 40 % des capacités du rail. La saturation du réseau implique des délais de livraison et de production qui renchérissent considérablement toute activité économique. Déjà, certains navires doivent attendre jusqu'à un mois à quai avant d'être déchargés, tant l'engorgement du réseau ferroviaire est grand²⁰. La croissance commence à se diffuser vers la Chine de l'intérieur, mais encore timidement. Faute d'un réseau de transport adéquat, ce processus risque d'être très lent.

UNE CROISSANCE QUI TRANSFORME LA SOCIÉTÉ

Au-delà des impacts politiques et environnementaux, au-delà des discussions sur la pérennité de la croissance dans sa forme actuelle, il importe de souligner que la longue phase d'expansion économique que connaît le pays depuis 1978 a commencé à modifier les structures sociales en profondeur. Dans un pays où la grève est interdite, où les syndicats indépendants sont hors-la-loi et où

17. Fishman (2005), *op. cit.*, p. 56.

18. Sabyasachi Mitra, « Rising Regional Inequality in China », networkideas.org, 15 octobre 2003, <www.networkideas.org/news/oct2003/print/prnt151003_Inequality_China.htm>, consulté le 23 mars 2004.

19. *Finance Yearbook of China*, 2003, cité par *The Economist*, 20 novembre 2004.

20. *Le Devoir*, 24 mars 2004.

les luttes sociales non encadrées par le Parti communiste sont considérées comme des menées subversives, les grèves récentes de Shenzhen ont surpris plus d'un observateur. À l'issue – pacifique – de ce conflit de travail, les 3 000 ouvrières de l'entreprise de composants électroniques Computime ont obtenu une augmentation de salaire de 170 %²¹. Mais si des avancées dans le monde du travail sont possibles, la première victime de la libéralisation économique du pays est le système de protection sociale. Du fait du déficit croissant du gouvernement, le secteur de la santé est désormais inaccessible à beaucoup de personnes, trop pauvres pour s'offrir un régime de protection, d'où la recrudescence de maladies comme la tuberculose et la rougeole.

Si la sphère politique demeure étroitement contrôlée par le gouvernement, celui-ci envisage une certaine décentralisation des pouvoirs, tandis qu'un véritable système juridique prend forme peu à peu. Pour répugner à une réelle démocratisation, le régime ne peut pour autant totalement contrôler le domaine des idées, malgré ses tentatives de censurer l'Internet. Autrefois interdites, les religions refont surface, sous des formes que l'État juge parfois subversives, comme la secte Falun Gong, objet de la répression de Beijing, ou qui l'irritent pour le moins ; le religieux joue désormais un rôle social important, tandis que les normes morales chinoises demeurent bien plus marquées au coin du confucianisme que du socialisme. Mais ce retour du religieux est loin d'imprégner toute la société. Avec la perte de légitimité du communisme et l'absence de religion, et avec l'avènement de la prospérité matérielle comme icône du bonheur, la jeunesse semble confrontée à un vide moral qui contribue à un malaise grandissant. Violence, suicide, drogue, divorce en rapide croissance, jeu sont désormais des problèmes de société en Chine également et font l'objet de débats dans les médias chinois²². Les hommes sont « gris », comme le souligne une expression chinoise, gris pour souligner leur tristesse récurrente. Selon l'hebdomadaire cantonnais *Nanfang Zhoumo*, la moitié des cadres supérieurs et des chefs d'entreprise souffrent de « problèmes psychologiques ». Trente millions de jeunes de moins de 17 ans souffrent également de troubles psychologiques, soit entre 21 et 32 % dans les écoles primaires et secondaires et entre 16 et 25 % à l'université ; ces problèmes débouchent de plus en plus souvent sur une violence criminelle qu'on ne connaissait guère voici quelques années²³.

Le cadre de vie est aussi en pleine mutation. Les campagnes se vident, malgré les efforts du gouvernement pour fixer les paysans à la campagne, ne serait-ce qu'à cause du différentiel de croissance de revenu entre citadins et

21. *Libération*, 15 novembre 2004.

22. *Commerce*, novembre 2004, p. 26.

23. *Le Monde*, 27 juin 2002.

ruraux. Rurale à 85 % vers 1980, la société chinoise est désormais urbaine à près de 45 %. Les villes croissent très vite, et leur paysage change : le modernisme dévore la campagne tout comme les vieux quartiers, rasés pour permettre la construction de tours à logements ou à bureaux ou d'autoroutes urbaines qui peinent à endiguer le flot de nouvelles voitures individuelles. À Beijing, on estime que près de 1 200 nouvelles voitures individuelles entrent dans la circulation chaque jour. L'image de la foule de Chinois à vélo est désormais un cliché du passé : ce sont maintenant des masses compactes d'automobilistes accrochés à leur cellulaires que le promeneur doit savoir éviter. La congestion urbaine tout comme la valeur symbolique du patrimoine architectural sont des questions auxquelles la société chinoise devra répondre... avant qu'il ne soit, parfois, trop tard.

Bien sûr, certaines dimensions de la société résistent au changement. La Chine peine à chérir ses filles, expliquait un article de *Libération*²⁴. Corollaire de la politique de contrôle des naissances et de l'enfant unique, promulguée en 1979 et appliquée assez étroitement, surtout en milieu urbain, la préférence culturelle des Chinois envers les rejetons mâles prend la tournure d'un véritable problème de société : on compte 117 nouveau-nés masculins pour 100 filles, contre une moyenne mondiale de 105 pour 100. Dans certaines régions du sud du pays, on enregistre même jusqu'à 130 garçons pour 100 filles, avec un record sur l'île de Hainan : 135 pour 100. La détérioration est manifeste par rapport aux recensements de 1990 (112 garçons pour 100 filles) et de 1982 (108 pour 100). La diffusion des techniques de l'échographie a permis à de nombreuses femmes de connaître le sexe de leur enfant, et donc d'avorter si elles attendent une fille, bien que ce soit illégal. À Hainan justement, près des deux tiers des foetus avortés sont des filles. Ce phénomène risque, de plus, de s'alimenter aussi de la dégradation du système de protection sociale, en faillite totale dans les campagnes : ce sont les garçons qui constituent la seule assurance retraite pour les paysans, et le chômage touche déjà 200 millions de personnes en milieu rural...

DES IMPACTS INTERNATIONAUX

La croissance chinoise modifie rapidement les relations de la Chine avec ses voisins. Avec un poids économique accru, Beijing est en mesure de moduler les relations régionales à son avantage, poussant pour la création d'une zone de libre-échange dont elle serait le centre, et non plus le Japon. La forte croissance des emplois manufacturiers se traduit par des délocalisations massives

24. *Libération*, 18 septembre 2004.

en Europe, aux États-Unis et même dans les pays en développement, ce qui n'est pas sans affecter les relations bilatérales. À la fin de 2003, Forrester Research prédisait que près de 830 000 emplois seraient perdus aux États-Unis avant la fin de 2005, et 3,3 millions avant 2015. La banque d'affaires Goldman Sachs estimait la perte d'emplois aux États-Unis à 6 millions avant 2014²⁵. Des économistes de l'Université de Californie à Berkeley prévoyaient une perte nette d'emplois de 10 millions avant 2014²⁶.

L'explosion des importations agricoles chinoises n'est pas sans inquiéter les dirigeants de Beijing. Tout comme le pays cherche à se prémunir d'une éventuelle rareté de produits miniers et énergétiques en achetant des gisements et des entreprises, on assiste au développement de l'achat de terres agricoles par la Chine au Kazakhstan, au Laos, à Cuba²⁷... Les Brésiliens ont perçu le marché que la demande alimentaire croissante de la Chine présentait. Les exportations agricoles du Brésil ont triplé en 2003, pour atteindre 1,2 milliard de dollars, et les chiffres préliminaires de 2004 indiquaient la poursuite rapide de cette croissance. Pour le gouvernement de Lula da Silva, le développement de ces échanges est une source potentielle d'un rééquilibrage politique au détriment des États-Unis. Le président soulignait, en 2004, la convergence de vues de la Chine et du Brésil sur la réforme des Nations Unies et de l'OMC. Le Brésil peut désormais compter sur l'appui de la Chine pour obtenir un siège permanent au Conseil de sécurité²⁸.

Tout en contredisant les tenants du libéralisme à l'américaine ou version FMI (Fonds monétaire international) comme seule voie vers la prospérité, la croissance de la Chine apporte un démenti à l'idée que la mondialisation, par essence, inhibe le développement des pays plus pauvres. Mais, pour être sur la voie de l'enrichissement économique, la Chine n'en a pas pour autant résolu toutes ses contradictions et tous ses problèmes, dont ceux-là mêmes que sa rapide expansion économique pose sur de nombreux plans, environnementaux, politiques, diplomatiques et sociaux. Cet ouvrage se veut une discussion, sans prétendre apporter de réponses définitives, sur la légitimité du modèle chinois ou sur sa pérennité, sur la complexité des problèmes que posent l'ampleur et la vitesse du développement actuel en Chine ainsi que des transformations qu'il a introduites ou amplifiées au sein de sa société, de son gouvernement, dans sa conception de la gouvernance et des relations avec l'étranger.

25. Fishman, *op. cit.*, p. 182.

26. University of California Haas School of Business, press release, « UC Berkeley study assesses potential impacts of "second wave" of outsourcing jobs from US », 29 octobre 2003, <www.haas.berkeley.edu/news/20031029_outsourcing.html>.

27. Fishman, *op. cit.*, p. 140.

28. AFP (2004), « Brazil's Lula on Offensive to Boost Brazil-China Alliance », 22 mai.